

La France doit faire "davantage" pour les migrants autour de Calais, selon l'ONU



AFP, publié le mercredi 04 avril 2018 à 11h25

Trois experts des droits de l'Homme de l'ONU se sont inquiétés mercredi de la "situation inhumaine" des migrants dans le nord de la France et exhortent Paris à faire "davantage" pour leur fournir eau et abris d'urgence.

"Les migrants et les demandeurs d'asile situés le long de la côte du nord de la France et ceux qui ne peuvent pas être accueillis dans le gymnase de Grande-Synthe vivent une situation inhumaine", a estimé dans un communiqué Léo Heller, rapporteur spécial de l'ONU sur les droits à l'eau potable et à l'assainissement.

"Ils logent dans des tentes, sans toilettes, et se lavent dans des eaux polluées d'une rivière ou d'un lac", a-t-il souligné, estimant que "des efforts ont été faits", mais "qu'ils ne sont pas suffisants".

"Nous sommes préoccupés par les politiques migratoires toujours plus rétrogrades et les conditions insalubres dans lesquelles vivent les migrants", a de son côté affirmé le rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'Homme des migrants, Felipe Gonzalez Morales, cité dans le communiqué.

"Les migrants, indépendamment de leur statut, ont des droits humains, sans aucune discrimination (...). En les privant de leurs droits (...), la France viole ses obligations internationales en matière de droits de l'homme", a-t-il estimé.

MM. Heller et Gonzales Morales, auxquels s'associe Michel Forst, rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, lancent également "un appel à l'action pour arrêter le harcèlement et l'intimidation des bénévoles et (d)es membres des ONG qui fournissent une aide humanitaire aux migrants".

"Ils exhortent la France à honorer ses obligations et à promouvoir le travail essentiel des défenseurs des droits de l'Homme", conclut le communiqué.

Selon les estimations citées par les experts, quelque "900 migrants et demandeurs d'asile vivent à Calais, 350 à Grande-Synthe et un nombre inconnu dans d'autres régions de la côte nord de la France vivent sans accès à des abris d'urgence et sans accès régulier à l'eau potable".